

Pourquoi et comment « le diable est revenu sur terre »

POURQUOI ? AU-DELÀ DE L'HORREUR tenace qu'ont inspirée les insoutenables images venues du Rwanda depuis le printemps de 1994, la question ultime, insistante, à laquelle il faut répondre pour éviter le cycle des répétitions est bien celle-là : pourquoi ? Pourquoi, en quelques semaines, une fraction d'un peuple a-t-elle tenté d'anéantir l'autre ? Qui a armé, organisé, formé les tueurs ? Pourquoi ce naufrage, ce suicide collectif ? Colette Braeckman, journaliste au *Soir* de Bruxelles et collaboratrice du *Monde diplomatique*, répond dans un livre (1) où s'accumulent, page après page, les éléments d'explication. Jusqu'à ce que s'imposent d'accablantes évidences, qu'éclatent les culpabilités partagées, les aveuglements, les indifférences, les écrasantes responsabilités.

Première question : qu'en est-il réellement de cette haine prétendument ancestrale entre Hutus et Tutsis, d'où tout serait parti ? Ce conflit, répond Colette Braeckman, spécialiste incontestée de l'Afrique centrale, n'est pas celui qu'ont décrit les colonisateurs, allemands d'abord, puis belges, ni les intellectuels rwandais qui leur ont fait suite. Ce n'est pas tant une opposition « ethnique » entre des nobles tutsis, venus depuis la nuit des temps, avec leurs troupeaux, de la lointaine Ethiopie et les cultivateurs bantous, hutus, asservis aux premiers. C'est bien plutôt une stratification renforcée par l'endogamie et accusée par des caractéristiques physiques largement dues à des facteurs nutritionnels entre Tutsis éleveurs de troupeaux, rendus longilignes par la consommation du sang et du lait de leurs animaux, et les Hutus, agriculteurs, consommateurs de racines et de céréales. Une stratification devenue antagonisme du fait d'intrusions extérieures.

« Race de seigneurs », les Tutsis ? Ainsi les ont vus les Allemands des années 1920, puis les colons belges, suivis des missionnaires catholiques. Avec des méthodes inspirées de Gobineau, écrit Colette Braeckman, ils ont mesuré les crânes, les nez, les membres « et conclu qu'ils se trouvaient en présence d'une race de seigneurs avec laquelle il fallait gouverner ». Les Tutsis deviennent peu à peu le relais du pouvoir colonial, et c'est ainsi que, « dans la mémoire collective des paysans hutus, les corvées, les exactions qui pesaient jadis sur leurs pères ne sont pas imputables aux Européens, peu nombreux, peu visibles, mais aux nobles tutsis ».

Surviennent les tensions qui préludent à l'indépendance, et les troubles sanglants du Congo voisin. Les Belges, appuyés par l'Eglise, changent brusquement d'alliance et décident de confier les destinées du futur Rwanda indépendant à la majorité hutue. Tout change alors : pour les Tutsis commencent

l'exclusion, la marginalisation et, très vite, les massacres.

Massacres qui dureront plusieurs décennies. En 1973, Juvénal Habyarimana prend le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat. Prônant la réconciliation nationale, misant sur le développement des campagnes, il rassure. Répudiant dans un premier temps les méthodes d'élimination physique de la minorité, il instaure cependant un système de quotas : « *Ce sont les Belges, spécialistes mondiaux des quotas, des dosages politiques et des équilibres alambiqués, qui ont suggéré de donner à chaque groupe une représentation proportionnelle à son importance numérique.* » Les Tutsis auront donc 10 % des postes de responsabilité, formule évidemment non viable, et le Rwanda retombe dans ses vieux démons : l'élimination physique des minoritaires.

Car dans ce pays surpeuplé, où l'Eglise toute-puissante prohibe tout recours à la planification familiale, la haine, la jalousie rôdent de colline en colline. Le président Habyarimana organise rapidement la surveillance, le quadrillage du pays, le transforme en plaque tournante des trafics de drogue, d'armes, et même de gorilles. La dérive affairiste du régime va de pair avec un quasi-asservissement à l'égard du voisin tout-puissant : le Zaïre du président Mobutu.

Mais il est d'autres parrains du régime, plus au Nord : la Belgique d'abord qui, faute de courage, dit l'auteur, abandonne le Rwanda, et la France, qui s'inscrit lourdement dans le passif des dernières années.

C'est à propos des responsabilités de ce dernier pays dans l'éclosion de la tragédie que ce livre contient les pages les plus terribles : la France qui voyait ce petit pays échapper à sa sphère d'influence lorsque les armées du Front patriotique rwandais (FPR), formées en Ouganda, menaçaient de prendre le pouvoir ; la France dont le président se liait d'amitié avec un chef d'Etat devenu tueur au fil des années ; la France dont l'armée formait les massacreurs, leur apprenait à tuer et à « interroger », la France qui allait, même pendant l'opération « Turquoise », poursuivre ses livraisons d'armes aux extrémistes hutus.

Le massacre hante chaque page de ce livre. Il est dans toutes les mémoires, et chacun sait que l'histoire n'est pas close. « *Le diable est revenu sur terre* », disaient les missionnaires au cœur de la tragédie. Le diable ? conclut Colette Braeckman. « *Sur les collines du Rwanda, il n'y avait que l'homme, tel qu'en lui-même la haine le retrouve.* »

CLAIRE BRISSET,
défenseur des enfants.

(1) Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*, Fayard, Paris, 1994.

Autopsie d'un ethnocide

**En 1994, les Tutsis subirent
un plan d'extermination systématique
commandité par une mafia
politique, financière et militaire,
avec des complicités françaises.**

PAR COLETTE BRAECKMAN *

L'AFRIQUE DES GRANDS LACS, Rwanda en tête, n'a pas quitté la « une » de l'actualité. Mais les critiques formulées à l'encontre du nouveau régime de Kigali, particulièrement en France, les préoccupations que suscite le sort des réfugiés, la crainte d'autres conflits occultent, sinon banalisent, un fait capital, survenu au printemps 1994 dans un pays naguère présenté comme un éden tropical : en cent jours, environ cinq cent mille hommes, femmes et enfants ont été massacrés, moins en fonction de leur appartenance politique ou à cause de leur participation à la guerre que par le fait qu'ils avaient été définis comme Tutsis, ou comme opposants hutus alliés des premiers.

Qualifiées d'« ennemi intérieur », les victimes désignées ont ainsi pu, sans remords, être exterminées... Par l'étendue des tueries, par la préparation minutieuse qui les a précédées, par l'intention surtout, c'est bien d'un génocide qu'il s'est agi, le quatrième du siècle, après celui des Arméniens, des juifs d'Europe et des Khmers. Et cela cinquante ans après que l'humanité eut juré « *plus jamais ça* », serment solennel qui a fondé la plupart des institutions mises en place après la seconde guerre mondiale.

Le génocide du Rwanda représente, non seulement en Afrique centrale, mais pour l'ensemble de l'humanité, l'un des événements marquants de la fin du XX^e siècle. Tellement marquant, par sa nature et son ampleur, que déjà tout est fait pour le banaliser, pour brouiller les pistes de réflexion, entretenir la confusion des esprits, afin sans doute d'occulter les responsabilités, nationales et étrangères (1)... C'est pourquoi il importe de rappeler une fois encore que la tragédie, dont l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, donna le signal, était annoncée, préparée...

Le Rwanda, depuis l'indépendance, souffrait d'une blessure secrète, que les années n'avaient guère cicatrisée : la République ne s'était pas construite contre l'ancien ordre colonial, elle s'était fondée sur ce que l'on appela la « révolution sociale » de 1959, qui permit à la majorité de la population, appartenant à l'ethnie hutue, de déposséder du pouvoir la minorité tutsie. Cette dernière, qui exerçait le pouvoir lors de l'arrivée des Européens à la fin du XIX^e siècle, s'était vue à la fois renforcée dans son autorité par un pouvoir colonial qui pratiquait l'administration indirecte, et affaiblie par une présence étrangère qui avait bloqué l'évolution de la société. A la fin des années 1950, alors que les élites tutsies étaient tentées par l'indépendance et flirtaient avec les non-alignés, le colonisateur belge et surtout l'Eglise catholique changèrent soudain de camp.

Dans un souci bien tardif de rééquilibrage social, désireux aussi de préserver le pays de la « subversion » qui avait gagné le Congo voisin sous les traits de Patrice Lumumba (2), les Belges décidèrent d'abolir l'ordre féodal sur lequel ils s'étaient reposés, et de soutenir les représentants de la majorité hutue. Ces derniers – en 1959, 1960 et 1962 – chassèrent du pays les Tutsis déjà qualifiés de « *cancrelats* », d'étrangers supposés être venus d'Abyssinie avec leurs troupeaux. Les huttes furent brûlées – parfois avec la complicité des Belges –, des familles jetées à la rivière : l'indépendance du pays se construisit sur cette notion d'ennemi intérieur, sur la conscience d'une menace permanente pesant sur les pauvres acquis des paysans hutus...

CETTE PEUR LATENTE d'une revanche des maîtres d'hier, qui expliquait les massacres récurrents de civils tutsis et leur marginalisation sociale, se confirma lorsque, en 1990, le Front patriotique rwandais déclencha la guerre depuis la frontière ougandaise. Après trois décennies d'exil, en effet, les Tutsis, qui, comme tous les réfugiés du monde, gardaient la nostalgie de leur patrie, avaient fondé une organisation politico-militaire désireuse d'imposer le retour des réfugiés, une éventualité que le régime du président Habyarimana avait toujours refusé d'envisager sérieusement. En outre, ils exigeaient de participer au pouvoir à Kigali.

L'offensive, lancée en octobre 1990 par le Front patriotique, ne fut enrayée que grâce au soutien étranger que reçut le régime Habyarimana : le Zaïre envoya en première ligne la

(1) Lire, par exemple, Alexandre Adler, « Aristocraties armées », *Courrier international*, Paris, 15 décembre 1994.

(2) Patrice Lumumba, dirigeant congolais, président du conseil à l'indépendance en 1960, sera arrêté puis assassiné le 17 janvier 1961. Il est devenu le symbole de la lutte pour l'indépendance.

* Journaliste, *Le Soir* (Bruxelles), auteur, notamment, des *Nouveaux Prédateurs*, Fayard, Paris, 2003.

planifié au Rwanda



53

Division spéciale présidentielle, et, surtout, la France se porta au secours du pouvoir en place, en vertu d'accords d'assistance militaire conclus en 1975, alors que la Belgique se limitait à poursuivre sa coopération, mais sans s'impliquer dans le conflit.

La guerre entraîna le Rwanda dans une double dynamique : d'un côté, le régime Habyarimana fit passer les effectifs de son armée de 5 000 à 35 000 hommes. Mais, d'un autre côté, dans la foulée du discours prononcé par le président François Mitterrand à La Baule, en juin 1990, le Rwanda entra dans le multipartisme : une presse indépendante fit son apparition, les associations de défense des droits de l'homme se multiplièrent, des partis d'opposition contestèrent le monopole jusque-là exercé par le parti du président, le Mouvement national pour la reconstruc-

tion et le développement (MNRD), et dénoncèrent le fait que le clan du président, ou plutôt de sa belle-famille, originaire du nord du pays, avait confisqué le pouvoir.

Alors que le pays s'ouvrait à la démocratie, que le régime, sous les coups de boutoir du FPR, se voyait contraint de négocier des accords de partage du pouvoir, que les réfugiés intérieurs se multipliaient, chassés du nord du pays par l'offensive des « rebelles », un autre mouvement se dessinait, qui échappa à bien des observateurs étrangers : la préparation du génocide.

Devinrent complices des « Inkontanyi », les combattants du FPR, tous les civils tutsis, ainsi que les membres des partis d'opposition hutus, soupçonnés d'être une sorte de cinquième colonne des combattants aux frontières.



Des listes de « suspects » furent dressées et des massacres récurrents émurent les organisations de défense des droits de l'homme : la tribu des éleveurs Bagogwe, apparentée aux Tutsis, fut exterminée ; dans la région du Bugesera, des civils tutsis furent systématiquement éliminés, parallèlement à une offensive du FPR. En contrepoint des pourparlers de paix et des négociations politiques, la liquidation de groupes de population considérés comme des otages intérieurs et l'exécution de dirigeants de l'opposition, de militants des droits de l'homme devinrent des pratiques courantes. Plus de quinze mille civils furent ainsi « discrètement » massacrés loin du front, tandis que, dans le Nord, l'offensive du FPR se révélait également meurtrière...

LES RAPPORTS DES ORGANISATIONS

de défense des droits de l'homme auraient dû alerter l'opinion internationale : à chaque fois, ils relevaient le caractère planifié, volontariste, des violences, le fait qu'elles aient été organisées par les autorités communales, qui encadraient la population, la conditionnaient pendant des semaines, prêtaient parfois des véhicules aux équipes de tueurs... Mais la France qualifia de « rumeurs » les rapports qui s'accumulaient et intensifia sa présence militaire aux côtés de l'armée rwandaise, tandis que la Belgique ne suspendit jamais sa coopération.

Après la signature des accords d'Arusha, en août 1993, conclus en partie sous la contrainte de la communauté internationale et qui prévoyaient le partage du pouvoir entre le parti du président, les formations d'opposition et le Front patriotique, ainsi que la fusion des deux armées, les préparatifs du crime s'accélérent. Préparatifs psychologiques : une radio « privée » financée par l'entourage du président, la Radio libre des Mille Collines, entra en action.

La préparation du crime fut également matérielle : des armes, venues d'Égypte, d'Afrique du Sud, mais aussi de France, furent massivement importées et distribuées à la population. En décembre 1993, alors que les « casques bleus » belges et bangladais censés garantir l'application des accords d'Arusha s'installaient dans Kigali, et que le contingent militaire français ayant pris part aux opérations de guerre quittait le pays, les maires distribuaient les armes dans les communes, atteignant jusqu'aux plus petits niveaux de pouvoir les secteurs et les cellules. En même temps, des jeunes gens, chômeurs, délinquants, paysans sans terre et sans avenir dans ce pays surpeuplé, étaient recrutés pour devenir des miliciens, les Interhamwe.

Ils devaient recevoir, en plus d'une paire de chaussures neuves, une formation militaire très particulière : dans la région du Mutara, sur les collines voisines de Kigali, on leur apprit à

« travailler » avec la machette, à frapper systématiquement le front, la nuque, à sectionner les articulations... Depuis le début de 1994, les « casques bleus », dont la mission se limitait au « maintien de la paix », assistaient, impuissants, à l'armement de la population, et les observateurs à Kigali savaient qu'une « machine à tuer » s'était mise en place. Ils n'ignoraient que le jour et l'heure.

Le 6 avril 1994, alors que le président Habyarimana rentrait de Tanzanie, son sort était scellé. Pressé par les Occidentaux, qui menaçaient de couper tous les crédits, il avait finalement accepté d'ouvrir son gouvernement au Front patriotique et se préparait à lire, dès son retour, un discours consacrant le partage du pouvoir. Cette reddition apparaissait comme une trahison aux yeux des ultras du régime et d'abord de sa propre belle-famille. Le texte de ce discours disparut dans les débris de l'avion Falcon, offert naguère par la coopération française, touché de plein fouet par deux missiles tirés par des mains d'expert, vraisemblablement blanches, et françaises selon certaines sources.

L'ATTENTAT MARQUA LE DÉBUT du génocide. Avec une efficacité effroyable, la « machine à tuer » se mit en mouvement. Dès les premières minutes qui suivirent le crash de l'avion, les équipes de tueurs dressèrent les barrages dans Kigali, triant Hutus et Tutsis d'après les papiers d'identité, liquidant systématiquement les seconds. Dix « casques bleus » belges commis à la défense du premier ministre, M^{me} Agathe Uwilingiyimana, furent massacrés. Dans les jours qui suivirent, alors que la presse internationale parlait de « massacres interethniques », définissant la tragédie comme une explosion de « haines tribales » séculaires, le Rwanda était ravagé par un plan d'extermination systématique de l'« ennemi intérieur ».

« Coupez les pieds des enfants pour qu'ils marchent toute leur vie sur les genoux » ; « Tuez les filles pour qu'il n'y ait pas de générations futures » ; « Les fosses communes ne sont pas encore pleines » ; « Tuez-les, ne commettons pas la même erreur qu'en 1959 », répétait « Radio-Machette », la Radio des Mille Collines. La machine était bien programmée, et sous contrôle : dans la ville de Butare, trois semaines après le début des massacres à Kigali, le calme régnait encore, car le préfet, membre de l'opposition, multipliait les réunions de pacification. Il fut destitué, puis tué et remplacé par un « dur » du régime, tandis que l'armée, suivie par les miliciens, dépêchait des renforts dans la ville universitaire. Un discours du président par intérim, Théodore Sindikubwabo, devait déclencher les opé-



rations, et les équipes de Médecins sans frontières assistèrent au massacre de leurs malades tutsis sur leur lit d'hôpital...

Le gouvernement intérimaire, autoproclamé, et dont la liste des ministres fut dressée dans l'enceinte de l'ambassade de France, était « en phase » avec les tueurs :

« Nous pourrions arrêter les massacres, assuraient ses porte-parole, si le FPR arrête la guerre »... Mais le Front patriotique, qui avait repris l'offensive vingt heures après l'attentat, n'avait plus l'intention de s'arrêter pour négocier ; il voulait chasser du pouvoir les auteurs et les concepteurs du génocide. La population rwandaise, durant ces trois mois tragiques, fut broyée par un double engrenage : les massacres décimèrent les Tutsis, tandis que les Hutus, qui avaient souvent été poussés à tuer leurs voisins sur les collines, s'enfuyaient dans un gigantesque exode programmé, destiné à laisser le FPR régner sur un pays vide.

Les tueurs se dissimulaient dans la foule des fuyards qui quittaient le pays avec tous leurs biens ; ils se servaient de ces deux millions de réfugiés comme d'un immense bouclier humain. L'exode eut lieu sous le regard des militaires français de l'opération « Turquoise » venue, tardivement, sauver, fin juin 1994, quelques milliers de Tutsis survivants et ouvrir à l'appareil de commandement du génocide une porte de sortie vers le Zaïre, tandis que des centaines de milliers de Hutus apeurés s'entassaient dans la zone de sécurité au sud-ouest du pays... En fait, le génocide fut suivi d'une immense prise d'otages : les miliciens tuaient ceux qui refusaient de partir, les accusant d'être des complices du FPR. Dans ces immenses camps de réfugiés qui s'étaient établis au Zaïre et en Tanzanie, l'ordre ancien régnait toujours.

Qui sont les concepteurs de cette démoniaque machine à tuer, les auteurs de la prise d'otages qui suivit ? Ayant dirigé le pays au nom de la majorité des Hutus mais confisqué le pouvoir au bénéfice de quelques-uns, originaire du Nord du pays et proche de la belle-famille du défunt président, le clan des commanditaires du génocide se compose de quelques militaires que le partage du pouvoir à Kigali allait condamner à la retraite, d'hommes d'affaires comme M. Félicien Kabuga (un Tutsi !), fondateur de la Radio libre des Mille Collines, dont l'Etat de droit projeté allait anéantir les prébendes, des beaux-frères du président, dont l'ancien préfet de Ruhengeri... Bref, un clan, ou plutôt une mafia politique, financière, militaire, assurée de son impunité car se fondant sur une majorité non pas démocratique mais démographique, disposant au

sein de la population des relais, au niveau communal, d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales agissant plus comme des courroies de transmission que comme des porte-parole des paysans, et même de l'appui d'une partie du clergé.

De juillet 1994 jusqu'à octobre 1996, deux millions de réfugiés hutus, poussés par la crainte d'une vengeance du FPR, endoctrinés par les extrémistes qui avaient pris les commandes dans les camps, allaient, sur les frontières du Rwanda, être entretenus par l'aide internationale, plus prompte à les secourir qu'à se porter au secours des survivants du génocide.

Ces camps, au mépris de toutes les règles du droit international, se transformèrent peu à peu en bastions militaro-politiques, où les candidats au retour furent liquidés par des « cadres » qui avaient été ceux du génocide, et où se préparèrent des actions de déstabilisation du nouveau régime en place à Kigali. Jusqu'à ce qu'en octobre 1996, l'engrenage de la violence n'avance d'un autre cran : arguant de raisons de sécurité, le Rwanda poussa devant lui des exilés congolais conduits par Laurent-Désiré Kabila, des Tutsis originaires du Kivu et des militaires de son armée, avec pour mission de démanteler les camps, de traquer les génocidaires et, in fine, de porter la guerre jusqu'au plus profond du territoire congolais.

Depuis lors, après la chute de Mobutu, c'est la République démocratique du Congo qui a été ravagée par la guerre, et plus de trois millions de civils y ont payé de leur vie la violence et l'occupation d'une moitié du territoire par des forces rebelles alliées au Rwanda et à l'Ouganda.

Après avoir ainsi porté la guerre au-delà de ses frontières, le Rwanda a tenté de se reconstruire : plus de 800 000 exilés tutsis sont revenus des pays de la diaspora et ont imprimé à ce pays dévasté un dynamisme nouveau. Peu à peu, le pays s'est reconstruit sous la férule du Front patriotique rwandais ; une nouvelle Constitution, prohibant les références ethniques, a été adoptée ; des élections présidentielle puis législatives ont conforté le pouvoir du FPR et mis fin à la transition politique qui avait été ouverte par les accords d'Arusha ; M. Paul Kagame, l'homme fort, est devenu président élu.

Un couvercle de plomb a été posé sur le chaudron de la haine ethnique ; le Rwanda nouveau tente de conjurer ses démons, d'instaurer une justice communautaire fondée sur la procédure de l'aveu volontaire. Mais, sur les collines, les rescapés du génocide, loin des commémorations officielles, disparaissent les uns après les autres, emportés par le sida, la misère, la solitude. Les Hutus sont revenus de leur exil et cohabitent avec les Tutsis de la diaspora. Le Rwanda se redresse lentement, mais dans le silence des grandes douleurs.

Pourquoi et comment « le diable est revenu sur terre »

POURQUOI ? AU-DELÀ DE L'HORREUR tenace qu'ont inspirée les insoutenables images venues du Rwanda depuis le printemps de 1994, la question ultime, insistante, à laquelle il faut répondre pour éviter le cycle des répétitions est bien celle-là : pourquoi ? Pourquoi, en quelques semaines, une fraction d'un peuple a-t-elle tenté d'anéantir l'autre ? Qui a armé, organisé, formé les tueurs ? Pourquoi ce naufrage, ce suicide collectif ? Colette Braeckman, journaliste au *Soir* de Bruxelles et collaboratrice du *Monde diplomatique*, répond dans un livre (1) où s'accumulent, page après page, les éléments d'explication. Jusqu'à ce que s'imposent d'accablantes évidences, qu'éclatent les culpabilités partagées, les aveuglements, les indifférences, les écrasantes responsabilités.

Première question : qu'en est-il réellement de cette haine prétendument ancestrale entre Hutus et Tutsis, d'où tout serait parti ? Ce conflit, répond Colette Braeckman, spécialiste incontestée de l'Afrique centrale, n'est pas celui qu'ont décrit les colonisateurs, allemands d'abord, puis belges, ni les intellectuels rwandais qui leur ont fait suite. Ce n'est pas tant une opposition « ethnique » entre des nobles tutsis, venus depuis la nuit des temps, avec leurs troupeaux, de la lointaine Ethiopie et les cultivateurs bantous, hutus, asservis aux premiers. C'est bien plutôt une stratification renforcée par l'endogamie et accusée par des caractéristiques physiques largement dues à des facteurs nutritionnels entre Tutsis éleveurs de troupeaux, rendus longilignes par la consommation du sang et du lait de leurs animaux, et les Hutus, agriculteurs, consommateurs de racines et de céréales. Une stratification devenue antagonisme du fait d'intrusions extérieures.

« Race de seigneurs », les Tutsis ? Ainsi les ont vus les Allemands des années 1920, puis les colons belges, suivis des missionnaires catholiques. Avec des méthodes inspirées de Gobineau, écrit Colette Braeckman, ils ont mesuré les crânes, les nez, les membres « et conclu qu'ils se trouvaient en présence d'une race de seigneurs avec laquelle il fallait gouverner ». Les Tutsis deviennent peu à peu le relais du pouvoir colonial, et c'est ainsi que, « dans la mémoire collective des paysans hutus, les corvées, les exactions qui pesaient jadis sur leurs pères ne sont pas imputables aux Européens, peu nombreux, peu visibles, mais aux nobles tutsis ».

Surviennent les tensions qui préludent à l'indépendance, et les troubles sanglants du Congo voisin. Les Belges, appuyés par l'Eglise, changent brusquement d'alliance et décident de confier les destinées du futur Rwanda indépendant à la majorité hutue. Tout change alors : pour les Tutsis commencent

l'exclusion, la marginalisation et, très vite, les massacres.

Massacres qui dureront plusieurs décennies. En 1973, Juvénal Habyarimana prend le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat. Prônant la réconciliation nationale, misant sur le développement des campagnes, il rassure. Répudiant dans un premier temps les méthodes d'élimination physique de la minorité, il instaure cependant un système de quotas : « *Ce sont les Belges, spécialistes mondiaux des quotas, des dosages politiques et des équilibres alambiqués, qui ont suggéré de donner à chaque groupe une représentation proportionnelle à son importance numérique.* » Les Tutsis auront donc 10 % des postes de responsabilité, formule évidemment non viable, et le Rwanda retombe dans ses vieux démons : l'élimination physique des minoritaires.

Car dans ce pays surpeuplé, où l'Eglise toute-puissante prohibe tout recours à la planification familiale, la haine, la jalousie rôdent de colline en colline. Le président Habyarimana organise rapidement la surveillance, le quadrillage du pays, le transforme en plaque tournante des trafics de drogue, d'armes, et même de gorilles. La dérive affairiste du régime va de pair avec un quasi-asservissement à l'égard du voisin tout-puissant : le Zaïre du président Mobutu.

Mais il est d'autres parrains du régime, plus au Nord : la Belgique d'abord qui, faute de courage, dit l'auteur, abandonne le Rwanda, et la France, qui s'inscrit lourdement dans le passif des dernières années.

C'est à propos des responsabilités de ce dernier pays dans l'éclosion de la tragédie que ce livre contient les pages les plus terribles : la France qui voyait ce petit pays échapper à sa sphère d'influence lorsque les armées du Front patriotique rwandais (FPR), formées en Ouganda, menaçaient de prendre le pouvoir ; la France dont le président se liait d'amitié avec un chef d'Etat devenu tueur au fil des années ; la France dont l'armée formait les massacreurs, leur apprenait à tuer et à « interroger », la France qui allait, même pendant l'opération « Turquoise », poursuivre ses livraisons d'armes aux extrémistes hutus.

Le massacre hante chaque page de ce livre. Il est dans toutes les mémoires, et chacun sait que l'histoire n'est pas close. « *Le diable est revenu sur terre* », disaient les missionnaires au cœur de la tragédie. Le diable ? conclut Colette Braeckman. « *Sur les collines du Rwanda, il n'y avait que l'homme, tel qu'en lui-même la haine le retrouve.* »

CLAIRE BRISSET,
défenseur des enfants.

(1) Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*, Fayard, Paris, 1994.